

# Le Marxisme et les Nationalisations

La position du marxisme en ce qui concerne les nationalisations se résume en deux points :

1- Sans destruction de l'État capitaliste par le peuple en armes, et l'établissement de la dictature du prolétariat, il ne peut exister que des nationalisations capitalistes qui n'ont absolument rien à voir avec le socialisme.

2- Les nationalisations capitalistes sont des réformes que la classe ouvrière et son Parti maoïste ne peuvent et ne doivent réclamer ou soutenir que dans certains cas seulement ; dans d'autres elles doivent au contraire être dénoncées et combattues. Autrement dit, toute nationalisation n'est pas un progrès.

Ces deux points ont été clairement exposés par le collègue de Marx, Friedrich Engels<sup>1</sup>, vers 1880, il y a près de 100 ans déjà, nous allons le voir :

## ***1- Les Nationalisations sont sans rapport avec le socialisme***

“C'est purement et simplement une falsification intéressée des bourgeois de Manchester (libéraux) que d'appeler “socialisme” toute intervention de l'État dans le jeu de la libre concurrence : tarifs protectionnistes, règlements professionnels (...), nationalisations de certaines branches d'industrie (...). Nous devons critiquer ce point de vue et non pas lui ajouter foi !”

“Si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'État belge (...) a construit lui-même ses chemins de fer principaux, si Bismarck (...) a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse (...) ce n'étaient nullement là des mesures socialistes directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 1830, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, celle des bordels !”

“L'État moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires.”

Quelle est donc la signification économique des nationalisations capitalistes ? Après avoir exposé la contradiction fondamentale du régime capitaliste, qui réside dans l'incompatibilité entre l'appropriation PRIVÉE capitaliste, et la production SOCIALE capitaliste, Engels montre que les forces productives poussent elles-mêmes avec une puissance croissante à leur affranchissement de leur qualité de capital – notamment par la

---

<sup>1</sup> Toutes les citations, ainsi que l'argumentation de cet article sont d'Engels ; on doit se reporter aux ouvrages :

- Anti-Dühring (1878) – Notions théoriques II, p. 318.

- Lettres sur le Capital, p. 288 : Lettre à Bracke (30/04/1878) ; Lettre à Bernstein (12/03/1881).

## ***Le Marxisme et les Nationalisations***

voie brutale des crises – ; c'est ce qui oblige les capitalistes eux-mêmes, malgré eux, à traiter de plus en plus les forces productives comme des forces de production sociales, dans les limites bien sûr où cela est compatible avec le système capitaliste. C'est ainsi qu'apparaissent successivement les sociétés par actions, puis les trusts, qui convertissent la concurrence en monopole ; finalement il faut que l'État, représentant officiel de la société capitaliste, prenne lui-même la direction de la production, c'est-à-dire qu'il nationalise certaines branches. Historiquement, cela a commencé par les grands organismes de communication, P.T.T. et S.N.C.F.

Est-ce que cette "socialisation" capitaliste résout la contradiction fondamentale du régime ? En aucune façon ! Au contraire le conflit inhérent au capitalisme devient plus aigu. Mais ce qui se passe dans la société capitaliste ne manque cependant pas d'intérêt :

a) Les crises ont fait apparaître **l'incapacité de la bourgeoisie** à gérer les forces productives modernes ;

b) Le "communisme" capitaliste, comme disait Marx, c'est-à-dire la prise en charge des grands organismes de production et de communication par les sociétés par action, puis leur nationalisation, montrent combien **on peut se passer de la bourgeoisie** pour gérer l'économie. En effet, dans ces conditions nouvelles, toutes les fonctions d'exploitation sont assurées par des employés rémunérés, distincts des propriétaires, que le développement même du capitalisme relègue dans la population superflue !

### ***2- Toute nationalisation n'est pas un progrès***

"Tout transfert de responsabilités commerciales ou industrielles à l'État (capitaliste) peut avoir un double sens et un double résultat, suivant les circonstances :

- un résultat réactionnaire signifiant un retour au moyen âge ;
- ou un effet progressiste, un pas en avant vers le communisme".

Donc, étant entendu que les nationalisations capitalistes n'ont rien à voir avec le socialisme, elles peuvent constituer, suivant les cas, soit une réforme progressiste, soit une entreprise réactionnaire. Quels sont ces cas ?

**1- Les nationalisations sont un progrès quand elles se justifient économiquement**, quand elles répondent à une nécessité interne, inéluctable du développement économique du pays. "Ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de consommation sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité économique, c'est seulement en ce cas qu'elles signifient un progrès économique, même si c'est l'État actuel qui l'accomplit". L'État nationalise alors simplement "pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste". Il y a progrès parce que ce faisant le capitalisme perfectionne lui-même les conditions matérielles du socialisme. Mais en attendant l'exploitation capitaliste, loin d'être supprimée, est poussée à son comble, et ce qui reste de propriété privée est renforcé au lieu de s'en trouver menacé.

## ***Le Marxisme et les Nationalisations***

**2- Les nationalisations sont réactionnaires quand leur but est politique,** quand leur résultat essentiel est de renforcer l'État capitaliste. Dans ce cas, "ce prétendu socialisme n'est rien d'autre :

- d'une part qu'une réaction féodale,
- et d'autre part qu'un prétexte à faire marcher la planche à billets,
- avec comme intention annexe le désir de transformer le plus possible de prolétaires en fonctionnaires et retraités dépendants de l'État, c'est-à-dire d'organiser, à côté d'une armée disciplinée de fonctionnaires et de militaires, une armée aussi disciplinée de travailleurs. Remplacer la pression électorale des contremaîtres par celle des supérieurs hiérarchiques dépendants de l'État.

Quel beau socialisme ! C'est à cela qu'on aboutit, lorsqu'on fait confiance au bourgeois, lorsqu'on croit ce qu'il ne croit pas lui-même, mais feint de croire : que l'État... c'est le socialisme."

Ainsi "Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse, simplement :

- pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre,
- pour faire des employés de chemin de fer un bétail électoral au service du gouvernement,
- et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement."

Retenons la critique d'Engels, qui peut nous servir de modèle, du projet de Bracke – l'un des chefs du parti socialiste allemand (eisenachien) – de nationalisation des chemins de fer et de l'industrie des tabacs : ce projet ne se justifiait pas économiquement, puisque l'Allemagne sortait à peine du moyen âge, et entrait dans la période capitaliste depuis la crise de 1875. Le progrès exigeait au contraire un large développement du capitalisme concurrentiel, qui désagrègerait d'une part les structures féodales du nord-est du pays, et éliminerait d'autre part la petite entreprise dans l'ensemble de l'économie. Les P.T.T. étaient déjà nationalisés, mais le développement économique ne justifiait à l'époque l'étatisation des chemins de fer qu'en Angleterre.

Bien sûr, en ce qui concerne les Tabacs, l'étatisation aurait supprimé les infâmes travaux à domicile de cette industrie. Mais : 1- cette transformation économique aurait pris plus de temps que ne semblait devoir durer le régime bonapartiste prussien ; 2- les ouvriers d'État des Tabacs auraient immédiatement été placés sous le régime des lois d'exception contre les socialistes et privés du droit d'association et du droit de grève, ce qui aurait été un désavantage pire que l'avantage économique ; 3- on pouvait être sûr que l'État prussien ferait empirer la qualité du tabac, en augmenterait le prix, si bien que les capitalistes se serviraient de cette expérience pour combattre le socialisme.

Mais il y a plus grave encore : non justifiée, la nationalisation, serait donc essentiellement instaurée dans un but financier pour accroître la puissance de l'État, du système politique prussien, et donnerait à celui-ci le pouvoir d'attribuer des places et de corrompre de deux manières :

- en acquérant une indépendance financière totale, échappant à tout contrôle ;
- par la mainmise directe sur deux nouvelles armées, cheminots et buralistes.

### **3- Conclusions**

Deux séries de conclusions s'imposent soit que l'on rapporte les nationalisations au socialisme, soit qu'on les envisage comme réforme capitaliste :

**1-** George Marchais et le PCF jouent sur les mots, ou plutôt trompent délibérément la classe ouvrière et le peuple quand ils affirment que les nationalisations et le gouvernement capitaliste correspondant d'"Union populaire" "ouvrent la voie au socialisme". Notons que les gaullistes prétendent eux aussi, par pure démagogie, que la vieille Gauche tricolore nous entraîne à la République rouge, si bien que cette complicité crée un immense malentendu pour les électeurs, qu'ils votent d'un côté ou de l'autre ! Marchais falsifie également le marxisme, et en identifiant les forces productives matérielles à leur forme sociale de Capital, il sombre avec son parti dans l'économie vulgaire.

Les nationalisations sont simplement le fruit des contradictions du capitalisme. Pratiquement, ce "communisme" capitaliste peut tout juste nous donner une idée de ce qu'il y a à faire, une fois réalisé le renversement révolutionnaire du pouvoir politique des classes exploiteuses ; dans la mesure où on l'assimile frauduleusement au socialisme, celui-ci ne peut que s'en trouver discrédité, et par suite loin de lui ouvrir la voie, on s'éloigne du but.

C'est Engels qui montre comment sortir de l'impasse capitaliste. La solution, dit-il, ne peut consister qu'à substituer aux nationalisations, à cette socialisation FORMELLE des forces productives, la reconnaissance EFFECTIVE de leur caractère social, collectif. Cela ne peut se produire que si la société prend possession OUVERTEMENT ET SANS DÉTOUR des forces productives devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne, c'est-à-dire par l'expropriation directe des gros patrons par les travailleurs eux-mêmes, et la gestion de l'économie par les PRODUCTEURS ASSOCIÉS. Les prolétaires, dont le capitalisme grossit toujours plus le nombre, sont la puissance que le système crée lui-même, et qui est obligée d'accomplir ce bouleversement sous peine de périr.

**2-** Le programme de nationalisations capitalistes de la vieille Gauche est-il progressiste ou réactionnaire ? Notre Parti maoïste en formation n'est pas encore en mesure d'apporter une réponse sérieuse. Mais Engels nous indique la marche à suivre : étudier l'état économique du pays (ajoutons relativement au marché mondial) ; puis sa situation politique, étatique et le rapport de l'un à l'autre ; enfin examiner les nationalisations cas par cas, pour chaque branche ou secteur économique. De ce point de vue, nous pouvons déjà poser quelques questions :

- Le seul intérêt des nationalisations étant dans la concentration et la centralisation du capital, cela ne se produit-il pas spontanément, et à une échelle bien plus vaste dans la formation de l'Europe ?

En admettant que certaines nationalisations soient justifiées, sont-ce principalement, ou seulement, celles que propose la vieille Gauche ? Faut-il non pas nationaliser les marchands de canons, mais les supprimer ? Comment admettre l'indemnisation des gros actionnaires ? Pour exproprier pour de bons les sociétés capitalistes, est-il sérieux de préconiser la méthode "électorale" !

## ***Le Marxisme et les Nationalisations***

- Les nationalisations justifiées économiquement représentent un renforcement immédiat du capital, c'est-à-dire de la force d'exploitation ; pourquoi les présenter par conséquent comme l'“instrument déterminant” des conquêtes sociales ? D'autant que le “rachat” des entreprises par l'État aurait pour premier résultat un accroissement énorme de la dette publique.

Des “conquêtes sociales” elles-mêmes, il est permis d'en rire, puisque les 1000 francs ne représentent pratiquement aucune amélioration, et que les 40 h – sur lesquelles on est des plus discrets, et qu'on ne promet même pas pour tout de suite – ne nous ramèneraient même pas à 1936 (35 ans en arrière !) compte tenu de l'allongement des trajets. Alors pourquoi tout ce bruit ? Et ne nous étonnons pas que gaullistes et “réformateurs” aient pu aussi facilement se donner le même catalogue électoral ?

Les travailleurs peuvent obtenir par la lutte des avantages réels, c'est-à-dire bien supérieurs sans y mêler des nationalisations ! Tout simplement en faisant payer les patrons... et l'État-patron ! En fait c'est ce qu'ils étaient en droit d'attendre de la grève des 10 millions de 1968... si les Séguy et consorts qui se présentent aujourd'hui comme les “garants” de l'union populaire n'avaient pas organisé les négociations de Grenelle précisément pour liquider la grève générale, défaire l'union populaire !

- Enfin il faut se demander si la France gaulliste ne souffre pas tout particulièrement d'un étatisme monstrueux ; dans ces conditions la vieille Gauche ne tire-t-elle pas à hue quand il faut aller à dia ?

Soyons donc sur nos gardes, gardons-nous à droite, gardons-nous à “gauche” !

Silvye [Freddy Malot] – 27 Pluviôse, An 181 (16/02/1974)

Tirage : 100 ex.

---